

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 52

Votants 59

Dont 7 procurations

OBJET :

HABITAT :

**CONVENTION AVEC LE
CONSEIL
DEPARTEMENTAL –
POURSUITE DU
DISPOSITIF DE PIG
RENFORCE**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 13/10/2025

Publié ou notifié
le : 13/10/2025

L'an deux mille vingt cinq le : Jeudi 18 Septembre à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Charrin
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président de la CCBLM

Date de convocation : 12 Septembre 2025

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : Patrice BONNET
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAUX, Julien DENOUEL,
Jean-Michel AGEZ, Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER,
- Charrin : Serge CAILLOT, Hervé GARÇON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chouigny : Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD, Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : /
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Olivier FAURE,
Thierry DESCOURS, Floor NUSINK

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Danièle NIVOT
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Gislaine ROQUEFORT Supplée Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : /
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoin MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : Claude ROYÉ

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : /
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : /
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : /
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : /
- **Thaix** : Jean-Jacques PLOUVIER Supplée David JOYEUX
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Sylvie DELAVELLE à M. Thierry DESCOURS
- 2 – Mme Christine MASCARELLO à M. Jean-Christophe SAVE
- 3 – M. Alban BEAUZON à Mme Elisabeth JOSSE
- 4 – Mme Caroline MARCEAU à M. Sébastien DESCREAUX
- 5 – M. Pascale CHAMARD à M. Pierre TISSIER-MARLOT
- 6 – Mme Florence CHANDIOUX à Jocelyne GUERIN
- 7 – M. Michel MULOT à M. Serge DUCREUZOT

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE



HABITAT : CONVENTION AVEC LE CONSEIL

DEPARTEMENTAL – POURSUITE

DU DISPOSITIF DE PIG RENFORCE

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge de l'habitat, explique que la CCBLM a signé la Charte départementale, la Convention portant sur les volets 1 et 2 du Pacte entre Anah-CCBLM-Etat, et la convention entre la CCBLM-Anah.

Le Volet 3 du Pacte est porté par le CD58 (maître d'ouvrage) et correspond à l'ancien PIG départemental qui permettait d'apporter une aide complémentaire aux aides Ma Prime Rénov' aux dossiers de ménages modestes et très modestes.

Le PIG départemental (2021-2024) a permis le suivi de 31,25 dossiers/an en moyenne. Le Volet 3 du Pacte (2025-2027) a fixé un budget permettant d'atteindre un objectif de 33 dossiers/an sur le territoire de la CCBLM.

La CCBLM s'était prononcée en faveur d'un abondement de ce dispositif en ajoutant une aide directe aux propriétaires qui réalisent des travaux, il s'agissait du dispositif de PIG renforcé.

La méthode de calcul de cette aide était la suivante :

Part proportionnelle du montant total d'aide aux travaux annuel HT (638 040 €, données du PIG 2020) permettant de consommer le budget prévu en 2021 (22 500 €)

= 3,58% arrondis à **4% du montant des travaux subventionnables plafonnée à 1 000 € par dossier.**

Budget 2025 : 10 000 €

Il est possible de poursuivre l'aide directe aux propriétaires qui effectuent des travaux en signant une convention avec le CD58 qui serait ensuite adossée à la convention du Volet 3. **Cette convention devrait être signée le 13 octobre, sous réserve de validation du conseil communautaire le 18 septembre.**

La commission habitat du 04/09/2025 rend un **avis favorable à la signature d'une convention avec le CD58.**

Elle propose le modèle de calcul suivant : 4% du montant des travaux subventionnables plafonnés à 1 000€/dossier.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à signer la convention avec le Conseil Départemental de la Nièvre pour le PIG renforcé selon les conditions énoncées ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE



**Le Secrétaire de Séance,
Hervé GARÇON.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 18 Septembre 2025**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

**Pr le Président,
le Vice-Président**

DAVID BONGARD

**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN
RELATIF AUX AIDES AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS**

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS Cedex, représenté par le Président du conseil départemental en exercice, **Monsieur Fabien BAZIN** dûment habilité à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente en date du 13 octobre 2025, dénommé ci-après « **Le Département** »

D'une part,

ET

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan représentée par son Président en exercice, **Monsieur Serge CAILLOT**, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil communautaire en date du 18 septembre 2025 dénommée ci-après « **la Communauté de communes** »

D'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiés, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

VU la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,

VU le procès-verbal en date du 01 juillet 2021 constatant l'élection de Monsieur Fabien BAZIN en qualité de Président du Conseil départemental,

VU la convention de Pacte territorial France Rénov' (PIG) 2025-2027 signée par la Communauté de communes Bazois Loire Morvan,

VU la convention « volet accompagnement » - Pacte territorial France Rénov' (PIG) 2025-2027 signée par le Département de la Nièvre,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les principales caractéristiques sociodémographiques du département de la Nièvre en font un territoire à fort enjeu en termes d'habitat.

Le parc de logements est majoritairement composé de maisons individuelles (75%) et 66 % sont répertoriées

en étiquette énergétique E, F ou G contre 43 % au niveau national. Compte tenu de ces caractéristiques, l'énergie dans le logement constitue un poste majeur de dépenses qui peut faire basculer les ménages dans la vulnérabilité énergétique.

Par ailleurs, 13,5 % des nivernais ont plus de 75 ans contre 10,9 % à l'échelle régionale. Cette proportion pourrait atteindre 24 % en 2050 soit un Nivernais sur quatre. Les besoins de cette catégorie d'habitants doivent être considérés avec attention, d'autant plus que leur revenu est le plus faible de Bourgogne-Franche-Comté. Il est nécessaire de contribuer à l'amélioration qualitative des logements de cette tranche de population afin de contribuer au maintien à domicile.

Enfin, plus de 9% des résidences principales ont été recensées comme « potentiellement indignes ».

Fort de ce constat, le Département de la Nièvre a fait des politiques liées à l'habitat l'une de ses priorités. Trois Programmes d'Intérêt Général (PIG) ont été conventionnés avec l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) entre 2013 et 2024.

A partir du 1er janvier 2025, en continuité du programme d'intérêt général, l'ANAH a proposé aux collectivités territoriales un cadre renouvelé pour la mise en œuvre du service public de rénovation de l'habitat : le pacte territorial France Rénov'.

Ce nouveau modèle de contractualisation implique désormais les intercommunalités et le Département. Le Pacte territorial France Rénov' se décline autour de 3 volets d'interventions éligibles à une subvention de l'ANAH :

- Volet 1 : dynamique territoriale (volet obligatoire)
- Volet 2 : information, conseil, orientation (volet obligatoire)
- Volet 3 : accompagnement (volet facultatif)

Les communautés de communes ont souhaité porter les volets 1 et 2 de ce Pacte sur leur territoire respectif. Le Département s'est positionné pour assurer la maîtrise d'ouvrage du volet 3, afin de poursuivre l'action menée dans le cadre des programmes d'intérêt général déployés depuis 2013.

L'étude stratégique sur l'habitat menée en 2023-2025 sur le territoire a montré l'importance des enjeux de lutte contre la précarité énergétique et l'habitat indigne ainsi que d'adaptation des logements au vieillissement de la population sur le territoire. La Communauté de communes poursuit son action en matière d'Habitat et entend ainsi lutter contre la vacance, dynamiser les centres-bourgs et permettre à tous de vivre dans des logements décents.

ARTICLE 1 : OBJET

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a décidé d'apporter une aide aux habitants de son territoire qui entreprennent des travaux de rénovation de leur logement et dont le projet s'inscrit dans le Pacte territorial France Rénov'.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion des dossiers des ménages résidant sur la Communauté de communes afin de faciliter la mise en œuvre de l'aide par la Communauté de communes.

ARTICLE 2 : ROLE DU DEPARTEMENT

Le volet 3 « accompagnement des ménages » du pacte territorial France Rénov' consiste à déployer une assistance à maîtrise d'ouvrage tout au long du parcours du ménage dans son projet.

Le Département a souhaité que cette assistance à maîtrise d'ouvrage concerne la rénovation énergétique, l'autonomie et le maintien à domicile et la réhabilitation de logement dégradé (habitat indigne).

Les principales missions de l'opérateur consistent en un état des lieux et des préconisations de travaux, l'élaboration du plan de financement, le montage et le dépôt du dossier auprès des financeurs. A l'issue des travaux, l'opérateur contrôle leur effectivité, vérifie les factures et envoie les demandes de financements

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE



avec les pièces correspondantes. Les missions détaillées sont définies par l'ANAH dans le cadre des programmes Ma Prime Rénov' parcours accompagné, Ma Prime Adapt 'et Ma Prime Logement Décent.

Le Département s'assure que l'opérateur ait une bonne connaissance des aides de la Communauté de communes et qu'il les intègre dans le plan de financement du ménage, s'il est éligible.

Le Département sollicite l'opérateur pour assurer les missions énoncées dans l'article 3.

ARTICLE 3 : ROLE DE L'OPERATEUR

Le Département a missionné, dans le cadre d'un marché public, 2 opérateurs pour assurer le volet 3 « accompagnement des ménages » du pacte territorial France Rénov'.

Pragma projet - Soliha Aube Nièvre est retenu pour assurer l'accompagnement des ménages réalisant des travaux de rénovation énergétique (Ma Prime Rénov' parcours accompagné) ou des travaux de lutte contre l'habitat indigne (Ma Prime Logement Décent).

Senioralis, assisté de Bel A Vie, accompagne les ménages pour les travaux d'autonomie (Ma Prime Adapt ').

Seuls les propriétaires occupants très modestes et modestes peuvent bénéficier de cet accompagnement.

Lorsque le dossier de demande de subvention est complet, l'opérateur le transmet à la Communauté de communes en même temps qu'il le transmet au Département. Une fois le dossier accepté par l'ANAH, l'opérateur en informe la Communauté de communes.

A l'issue des travaux, l'opérateur vérifie l'adéquation de ces travaux avec le projet et leur bonne exécution : il émet alors une attestation de fin de travaux. Il réunit l'ensemble des pièces nécessaires au versement des subventions et envoie le dossier à la Communauté de communes.

ARTICLE 4 : ROLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

La Communauté de communes, en sa qualité de maître d'ouvrage des volets 1 et 2 du pacte territorial France Rénov' s'assure que les actions menées dans ce cadre font connaître le volet 3 « accompagnement des ménages » porté par le Département.

Elle s'assure également que les ménages éligibles à cet accompagnement soient bien orientés vers l'opérateur missionné par le Département.

La Communauté de communes instruit la demande de subvention et notifie le bénéficiaire de l'accord de subvention et du montant correspondant.

La Communauté de communes informe l'opérateur lorsque sa subvention est acceptée, avec le montant retenu.

A l'issue des travaux, à réception des pièces justificatives, la Communauté de communes verse la subvention due au bénéficiaire.

Dans le cas où le bénéficiaire est attributaire du fonds d'avance de subvention départemental, Procivis devenant le bénéficiaire, la Communauté de communes versera alors la subvention à Procivis.

ARTICLE 5 : AIDE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

L'aide apportée par la Communauté de communes est une subvention aux travaux.

Elle s'ajoute aux autres aides du plan de financement à savoir les subventions de l'ANAH et éventuellement celles du Conseil départemental, d'une caisse de retraite, d'une mutuelle ou de tout autre financeur.

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE

S²LO

Pour mémoire, les aides de la Communauté de communes sont les suivantes.

Rénovation énergétique – dossier Ma Prime Rénov' parcours accompagné

Le taux de la subvention est de 4% du montant des dépenses de travaux éligibles, plafonné à 1000 €par dossier, dans la limite du budget alloué.

Cette subvention est versée pour tout type de foyer (modeste et très modeste) éligible au Volet 3 Accompagnement.

Autonomie – dossier Ma Prime Adapt'

Le taux de la subvention est de 4% du montant des dépenses de travaux éligibles, plafonné à 1000 €par dossier, dans la limite du budget alloué.

Cette subvention est versée pour tout type de foyer (modeste et très modeste) éligible au Volet 3 Accompagnement.

Lutte contre l'habitat indigne – dossier Ma Prime Logement Décent

Le taux de la subvention est de 4% du montant des dépenses de travaux éligibles, plafonné à 1000 €par dossier, dans la limite du budget alloué.

Cette subvention est versée pour tout type de foyer (modeste et très modeste) éligible au Volet 3 Accompagnement.

En cas de modification de ces aides, la Communauté de communes en informe sans délai le Département qui transmet cette information aux opérateurs.

Ces modifications ne remettent pas en cause la présente convention.

ARTICLE 6 : DURÉE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à sa date de signature et arrivera à échéance à la fin du pacte territorial France Rénov', soit le 31 décembre 2027. Elle pourra être reconduite par voie d'avenant pour quelque durée que ce soit.

Toute modification de la convention doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de résiliation du pacte territorial France Rénov', en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des termes de la présente convention ou d'un commun accord, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postale valant mise en demeure restée sans effet.

Les engagements financiers pris antérieurement à la résiliation devront être assurés par chacune des parties au moment du paiement.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

A défaut de leur règlement amiable, les litiges susceptibles de naître entre les parties à l'occasion de l'application ou de l'interprétation des dispositions de la présente convention sont de la compétence du tribunal administratif de DIJON.

Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE



Fait à Nevers, le
En 4 pages et 3 exemplaires originaux

Pour le Département de la Nièvre
Le Président du Conseil départemental

Fabien BAZIN

Pour la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Le Président,


Serge CAILLOT



Envoyé en préfecture le 20/10/2025

Reçu en préfecture le 20/10/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250918-2025_CC_190-DE

